Unité et diversité dans la recherche et l'action féministes

Huguette Dagenais

Volume 4, numéro 2, 1991

Unité/Diversité

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057647ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057647ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Dagenais, H. (1991). Unité et diversité dans la recherche et l'action féministes. *Recherches féministes*, 4(2), 1–8. <https://doi.org/10.7202/057647ar>

Résumé de l'article

Dans ce texte introductif, l'auteure présente les contributions (quatre articles, deux notes de recherche, un essai bibliographique et un dossier) du volume 4 numéro 2 de la revue *Recherches féministes* en soulignant leur grande diversité, mais aussi les préoccupations communes et les convergences qui s'en dégagent. Les quatre articles portent respectivement sur le problème de l'identification des femmes au sein de l'approche « Femmes et développement » (Marie France Labrecque) ; les femmes du troisième Reich (Monique Moser-Verrey) ; Idola Saint-Jean, une militante féministe québécoise (Diane Lamoureux) et des artistes femmes du Pays basque espagnol (Lourdes Méndez). Ils sont suivis de deux notes de recherche consacrées à des mouvements de femmes au Brésil (Elisabeth Souza Lobo) et à une réflexion méthodologique sur la recherche féministe en santé au travail (Karen Messing). Un essai bibliographique sur les recherches féministes en linguistique aux États-Unis et en RFA (Claire Michard et Catherine Viollet) et un dossier sur l'expertise féministe au tribunal, présentant les expériences personnelles de Micheline Dumont, Claudine Baudoux et Cécile Coderre, complètent le numéro. L'auteure note des convergences autour des thèmes suivants : l'importance de développer une tradition féministe ; l'articulation entre le public et le privé ; le lien entre la force des revendications féministes et la violence des réactions qu'elles suscitent, et la manifestation des sujets femmes dans la langue.

INTRODUCTION

Unité et diversité dans la recherche et l'action féministes

Huguette Dagenais

Ce numéro de *Recherches féministes* est le deuxième de sa courte histoire (déjà quatre ans, tout de même) qui ne soit pas thématique. Comme en 1989, avec le numéro *Convergences*, les lectrices seront frappées par la diversité du contenu. En effet, aux sections « articles », « notes de recherche » et « comptes rendus », qui constituent le contenu de base de la revue, s'ajoutent cette fois, et un « essai bibliographique », et un gros « dossier ». Les contributions sont variées, aussi bien quant aux champs d'intérêt (développement international, santé au travail, langue et linguistique, production artistique, mouvements des femmes) et aux origines disciplinaires (anthropologie, biologie, éducation, histoire, linguistique, littérature, sociologie, science politique) et nationales des auteures (Brésil, Canada, France, Pays basque espagnol, Québec) que dans les questions soulevées (théoriques, méthodologiques, déontologiques, politiques) et les sujets traités. Qu'on en juge.

Pluralité des approches et des questions

Le premier article, rédigé par Marie France Labrecque porte précisément sur la diversité des situations féminines et « le problème de l'identification des femmes » auxquels sont confrontées les chercheuses féministes. Les femmes ne forment pas un groupe homogène, nulle part dans le monde ; c'est d'ailleurs pour cette raison que, très tôt au cours de cette deuxième vague du féminisme, le pluriel s'est imposé pour désigner nos travaux (condition des femmes, études des femmes). Marie France Labrecque se penche sur les approches conceptuelles en vigueur dans le champ du développement international, où se situent ses propres recherches. Au moyen d'exemples tirés de projets, réalisés sous sa direction en milieu rural au Yucatan et en Colombie, et qui illustrent les diverses « dominations » (de sexe, la plus « englobante », de classe, ethnique) subies par les femmes (selon des modalités variables avec l'âge, la situation matrimoniale, le lieu de résidence), elle critique l'usage abusif de certains concepts, tels ceux de « maisonnée » ou « ménage (*household*) » et de « tradition ». Ironiquement, l'application de ceux-ci aux sociétés du Tiers-Monde ne peut être taxée d'ethnocentrisme ; au contraire, elle témoigne

Recherches féministes, vol. 4 n°2, 1991 : 1-8

généralement d'une reconnaissance des différences culturelles. Le danger dans ce cas en est plutôt un de mystification-occultation de la situation concrète des femmes car, pas plus au Sud qu'au Nord, les groupes domestiques ne peuvent être traités *a priori* comme des « unités » économiques et affectives¹. De même, la plus grande prudence s'impose lorsqu'il est question dans les programmes de « s'appuyer sur les traditions des femmes pour un meilleur développement ». Les traditions n'étant le plus souvent pas contrôlées par les femmes, elles ont surtout servi jusqu'à présent, à ce que l'auteure appelle le « renforcement des dominations multiples exercées sur les femmes ». La portée des réflexions de Marie France Labrecque concernant le « mythe » de l'homogénéité des populations, les clivages entre les femmes, y compris « notre propre inscription au sein de rapports hiérarchiques », et la nécessité de développer « un appareil conceptuel qui tienne compte de ces clivages » dépasse nettement le champ du développement international ; ces réflexions interpellent toutes les chercheuses féministes, quel que soit leur domaine d'intérêt.

Portant sur un tout autre champ et une autre époque, l'article de Monique Moser-Verrey exprime des préoccupations similaires : à l'instar de l'intelligentsia des femmes allemandes contemporaines, l'auteure entreprend de « déconstruire, en considérant des cas particuliers, la soi-disant masse des femmes allemandes » du troisième Reich que les « historiens machistes » ont trop souvent présentées comme complètement aliénées, « subjuguées » par le *Führer* qu'elles auraient porté au pouvoir. Pour ce faire, elle confronte la situation concrète et les mouvements de femmes aux images construites par les idéologues des années vingt, puis par ceux du nazisme. Elle ne cache pas les contradictions dans lesquelles certaines militantes et écrivaines se sont trouvées, ni leurs « erreurs de jugement individuelles et collectives » pendant le régime hitlérien. Mais elle insiste aussi sur le fonctionnement du régime lui-même qui « vampirise toutes les énergies de la gent féminine pour alimenter son projet de société raciste, sexiste et phallocratique », privant ainsi les femmes de la génération suivante d'un mouvement fort et d'une tradition.

Cette préoccupation pour la continuité trouve un écho dans le texte de Diane Lamoureux consacré à Idola Saint-Jean, une militante féministe québécoise de l'entre-deux-guerres, pour qui l'auteure dit avoir eu « un de ces coups de foudre qui donnent envie d'assumer une tradition ». Diane Lamoureux nous fait découvrir une femme qui, dans sa vie personnelle (en demeurant célibataire, en refusant de jouer « le jeu de la séduction »), son analyse (la lutte suffragiste y est considérée comme « un épisode de la guerre des sexes »), sa conception du militantisme féministe (comme action autonome des femmes), de l'action politique et de la démocratie (comme devant déboucher sur une justice distributive), a fait preuve de beaucoup d'« avant-gardisme » par rapport aux

1. Voir à ce propos le stimulant ouvrage collectif édité par Daisy Dwyer et Judith Bruce (1988), en particulier les contributions d'Eleanor Fahohunda (« The non pooling household : a challenge to theory »), de Nancy Folbre (« The black four of hearts : toward a new paradigm of household economics ») et l'« Introduction ».

idées prévalant au Québec à son époque. De plus, en resituant leurs luttes dans le contexte sociopolitique du XIX^e siècle et du début du XX^e, l'auteure déconstruit l'image stéréotypée et caricaturale des suffragistes qui a, malheureusement, toujours cours aujourd'hui au Québec (parfois même parmi les féministes). Comme Marie-Aimée Cliche (1989) à propos des féministes chrétiennes, elle rappelle que la violence des réactions à leur égard, principalement de la part des hommes politiques et du clergé canadiens-français, constitue un indicateur sûr de la « force subversive » de leurs positions à l'époque.

Comme l'article de Monique Moser-Verrey, la note d'Elisabeth Souza Lobo, qui apparaît un peu plus loin dans le numéro, porte sur des mouvements de femmes sous une dictature militaire, mais l'étude se situe plus près de nous, dans un contexte national et mondial marqué par un foisonnement de nouveaux mouvements sociaux et le développement du mouvement féministe. L'auteure examine « les modalités de construction des mouvements de femmes » et celles de l'accession des femmes à la vie publique au Brésil, au cours des années 1980. Ces modalités, qui « mettent en lumière les articulations entre pratiques privées et pratiques publiques » (regroupements de mères, mouvements populaires sur une base de quartier), permettent néanmoins aux Brésiliennes des classes populaires de rompre leur enfermement dans la vie privée et de se constituer en « sujets collectifs ». Comme les féministes québécoises présentées par Diane Lamoureux, ces militantes brésiliennes réclament leurs droits à la citoyenneté, à l'égalité juridique et une véritable démocratie. Fauchée par la mort (voir sa note biographique), Souza Lobo ne pourra poursuivre l'analyse amorcée ici, mais nous sommes reconnaissantes à Marie-Blanche Tahon pour la somme importante de travail qu'elle a accomplie (voir la note 1 du texte de Souza Lobo) afin de rendre ce texte accessible en français.

Les femmes dont il est question dans l'article de Lourdes Méndez ne sont pas des militantes féministes ; certaines refuseraient même toute association avec le mouvement. Ce sont des artistes qui luttent pour leur reconnaissance professionnelle et contre la dévalorisation de leurs œuvres. Toutefois, dans leurs discours sur leur travail et leur lieu de travail, elles démontrent aussi clairement que les militantes brésiliennes des quartiers populaires, mais en la niant, l'articulation entre vie privée et vie publique. À travers l'analyse de ce discours, l'auteure met à jour « les conflits et les déchirements » vécus par ces femmes qui, souvent, « ne veulent pas prendre conscience des contraintes qui leur sont imposées », à la fois par le « système sexe/genre, qui attribue des valeurs et des rôles asymétriques aux hommes et aux femmes » de même qu'à leurs œuvres respectives, et par une société qui considère la production artistique comme neutre et ahistorique.

Ce sont des femmes bien différentes encore qui ont inspiré à Karen Messing la réflexion qu'elle livre ici. Les « chiotteuses », comme ces femmes se désignent elles-mêmes, nettoient les toilettes des wagons de chemin de fer lorsqu'ils sont à quai ; l'auteure les a observées et photographiées au travail dans une gare parisienne. Cette activité, entièrement réservée aux femmes, est accomplie dans des conditions (postures contraignantes, cadence accélérée, exigüité des lieux, mépris des patrons et des autres personnels) telles, que « ni le corps, ni l'âme des travailleuses ne sont respectés ». À partir des réactions

des « chiotteuses » à ses tentatives d'établir, au moyen de photographies, la preuve irréfutable du caractère pénible de leur travail et des interprétations qu'elle avait d'abord faites de ces réactions, Karen Messing réfléchit sur le clivage social qui continue d'exister entre l'ouvrière et la chercheuse, en dépit de la sympathie féministe de cette dernière ; elle rejoint en cela les préoccupations de Marie France Labrecque. Mais l'auteure rappelle aussi d'autres contraintes qui peuvent empêcher les chercheuses, même féministes, de répondre aux besoins des femmes (priorités et exigences des organismes subventionnaires, problèmes de communication) et elle suggère le partage d'expériences communes.

La contribution de Claire Michard et Catherine Viollet est de nature différente ; il s'agit d'une revue critique des recherches féministes sur les catégories de sexe et de genre, réalisées en linguistique aux États-Unis et en (ce qui était jusqu'à récemment) République fédérale d'Allemagne, de 1970 à 1985. Après avoir explicité leur propre « conceptualisation du rapport entre sexe et genre » et leur stratégie pour l'élimination du genre grammatical et sociocognitif, les auteures examinent successivement les principales orientations de la recherche américaine et ouest-allemande pour la période en cause. On reconnaîtra, dans la revue de la documentation américaine, les travaux sur les stéréotypes, les pratiques langagières et les interactions conversationnelles qui ont inspiré les nombreuses initiatives (québécoises, en particulier) en vue de modifier les attitudes et les comportements, notamment, dans le milieu scolaire. Quant aux travaux en allemand, ils font voir d'intéressantes ressemblances entre l'androcentrisme de cette langue et celui du français.

Le prix et les enjeux d'une reconnaissance sociale accrue

Le « dossier » de ce numéro porte sur une pratique relativement nouvelle mais quantitativement plus importante qu'il n'y paraît, la participation de chercheuses féministes au processus judiciaire, à titre d'« experte » ayant à faire valoir l'« expertise féministe ». Après une brève présentation de Micheline Dumont qui contextualise les trois contributions, Micheline Dumont elle-même, Claudine Baudoux et Cécile Coderre relatent, chacune dans son style propre, leurs expériences comme témoins dans des causes concernant respectivement la discrimination salariale, la discrimination systémique et la distribution de matériel pornographique. Dumont rappelle d'abord le procès EEOC/Sears-Roebuck, une cause américaine célèbre où deux « expertes » féministes furent placées en opposition, l'une témoignant pour la défense, l'autre pour la poursuite, devant le dorénavant non moins célèbre juge Clarence Thomas². Baudoux distingue les

2. Les 11, 12 et 13 octobre dernier, des dizaines de milliers de personnes de par le monde ont pu suivre en direct à la télévision la fin des audiences en vue de la nomination du juge Clarence Thomas à la Cour suprême des États-Unis. Au cours de ces trois journées, Anita Hill, professeure d'université en Oklahoma, qui avait porté

trois rôles (de chercheuse, d'experte et d'experte féministe) simultanés que les trois chercheuses furent ainsi appelées à jouer et précise les attentes contradictoires qu'ils susciterent à son/leur égard (informations scientifiques, objectivité et engagement). Quant à Coderre, elle fait un bref historique des actions en justice menées par les féministes au Canada dans le dossier « pornographie » et présente en détail les prémisses de son témoignage. Les observations des trois auteures quant au fonctionnement de l'appareil judiciaire et au traitement qu'on leur a fait subir en tant qu'« expertes féministes » constituent un exercice d'ethnographie institutionnelle fort éclairant dans le contexte sociopolitique actuel. Il en est de même des nombreuses questions de fond que leur inspire cette pratique féministe et qui constituent, comme le souligne Dumont, des « défis méthodologiques et théoriques » à confronter et à résoudre « pour faire avancer la cause des femmes ».

Préoccupations communes et convergences

Il est intéressant de constater, cependant, que malgré la pluralité des situations observées et des approches utilisées par les dix auteures, plusieurs thèmes sont récurrents dans les contributions ; comme dans le premier numéro non thématique (voir mon « Introduction » de 1989), de réelles convergences apparaissent, notamment théoriques et éthiques. Ainsi, le hasard a voulu que les contributions de Moser-Verrey, Lamoureux et Souza Lobo, en provenance de trois pays différents et portant sur trois époques et sociétés différentes, analysent des mouvements de femmes ; deux textes, l'un d'une anthropologue (Labrecque), l'autre d'une biologiste (Messing), posent la même question : comment réaliser une recherche féministe avec les femmes en tenant compte des clivages sociaux ?

La tradition, abordée à la fois par Labrecque, Moser-Verrey, Lamoureux et Souza Lobo, apparaît comme un phénomène que les femmes ont intérêt à contrôler et à s'approprier et comme une « notion »³ qui devrait inciter à la vigilance, tant politique qu'épistémologique. L'expérience montre, en effet, qu'en régimes révolutionnaires aussi bien qu'en régimes réactionnaires, le recours à la tradition, loin de libérer les femmes, a le plus souvent contribué à leur enfermement dans le *statu quo* (Dagenais 1988). D'où l'importance, soulignée par Moser-Verrey et Lamoureux, de développer et de transmettre une tradition *proprement féministe*.

une accusation de harcèlement sexuel contre lui, pour des actes commis alors qu'il était directeur de l'*Equal Employment Opportunity Commission* (EEOC), et Clarence Thomas lui-même ont témoigné longuement devant la Commission judiciaire du Sénat chargée d'enquêter sur ces accusations.

3. Je suis frappée par la facilité avec laquelle actuellement, sous l'effet de la critique épistémologique qui caractérise le champ des études féministes et celui du développement international, en particulier, des « concepts » peuvent être rétrogradés au rang de « notions », des évidences redevenir ainsi problématiques.

Par ailleurs, même si la recherche féministe dans le Tiers-Monde a beaucoup contribué à relativiser la conceptualisation des sociétés pour ce qui a trait aux sphères publique et privée, le fait que cette approche soit présente dans plusieurs textes de ce numéro, pour rendre compte de réalités aussi différentes que les rapports des femmes artistes à leur travail, la condition des femmes du troisième Reich et certains mouvements de femmes pauvres au Brésil, montre bien que cette question théorique est loin d'être épuisée. Si Moser-Verrey, Souza Lobo et Méndez interprètent la vie des femmes sous l'angle de l'articulation et de la contradiction entre vie publique et vie privée, c'est non seulement parce qu'en tant qu'Occidentales, il est impossible d'échapper entièrement à une forme de pensée binaire, mais aussi et surtout parce qu'en Occident, cette division-opposition correspond toujours, et dans une large mesure, à l'organisation de la vie quotidienne des femmes, aux modalités de la division sociale et sexuelle du travail et à une valorisation collective explicite de la vie privée ou familiale comme rempart affectif contre le travail professionnel souvent aliénant.

Plusieurs articles rappellent le lien logique et dialectique qui existe entre la force des revendications des femmes et la violence des réactions qu'elles suscitent de la part des institutions patriarcales et des hommes, individuellement et collectivement. Moser-Verrey et Lamoureux réfèrent au passé et, comme Labrecque, à des contextes différents. Mais les réactions « irrationnelles et souvent grossières des [...] gardiens du genre établi retranchés derrière la Nature de la Langue », soulignées par Michard et Viollet, et l'expérience au tribunal de Dumont, Baudoux et Coderre, en tant qu'« expertes féministes », sont bien contemporaines. Un tel rappel est donc doublement instructif : d'une part, il invite à relativiser et contextualiser nos évaluations et nos modèles d'interprétation en fonction des conditions historiques ; d'autre part, il illustre, paradoxalement, la progression en même temps que la vulnérabilité de l'influence féministe dans nos sociétés. En ce sens, il reste maintenant à étudier les manifestations de violence plus subtiles, plus raffinées qui se sont développées dans les milieux intellectuels, là où la misogynie flagrante et le sexisme ouvert sont dorénavant moins bien tolérés⁴.

La manifestation des femmes dans la langue est une autre préoccupation commune aux auteures de ce numéro et aux féministes en général ; tous les textes sont rédigés de manière à manifester sans équivoque la présence des sujets femmes. On constatera, cependant, que la stratégie de Michard et Viollet pour « démasque[r] le sexisme langagier » et manifester les classes de sexe se démarque nettement de celles adoptées par les autres auteures. En effet,

4. J'ai fait personnellement ce genre d'exercice en 1989 à propos du milieu de l'enseignement universitaire, dans le cadre d'un colloque sur la liberté universitaire organisé par la FAPUQ (Fédération des associations de professeurs d'université du Québec). Comme ce colloque eut lieu moins de 48 heures après le meurtre de 14 femmes à l'École polytechnique de Montréal, mon discours reçut une écoute exceptionnellement attentive de la part de la grande majorité d'hommes présents. Sur cette tuerie, voir les nombreux témoignages contenus dans Mallette et Chalouh (1990).

Michard et Viollet désignent par *mâle* et *femelle* les référents extra-linguistiques aux hommes et aux femmes ; pour elles, « du point de vue linguistique, l'utilisation, par exemple, de locuteur femelle/locuteur mâle est la mise en œuvre de l'élimination du genre (grammatical et sociocognitif) » ; le masculin devient « sans ambiguïté [...] un genre général par absence d'opposition à un genre spécifique (féminin) ». Les auteures ont raison de présenter cette stratégie comme une « provocation à penser ». Ainsi, aux non-linguistes, dont je suis, « politiser l'anatomie » au moyen de termes qui, pour le sens commun, ont une connotation biologique, certes, mais aussi animale plutôt qu'humaine apparaîtra sans doute problématique. N'est-il pas risqué de *paraître* ainsi conforter les résistances au changement, en particulier chez celles et ceux – et ils sont nombreux, même en milieu intellectuel – pour qui la sociobiologie tient lieu de théorie de la société ? Ces résistances, qui demeurent fortes, se traduisent, entre autres, (faut-il le rappeler) par un retranchement commode derrière la règle du masculin. Chose certaine, malgré un objectif commun, il n'y a pas unanimité actuellement parmi les féministes quant aux stratégies à déployer en vue d'un langage non sexiste ; « le refus de l'idéologie naturaliste » peut prendre diverses formes. L'analyse de la documentation féministe américaine et ouest-allemande de Michard et Viollet montre, toutefois, que plusieurs propositions de changement transcendent déjà les frontières linguistiques. Il sera donc intéressant de lire, dans le prochain numéro de *Recherches féministes*, consacré à la francophonie, celles développées, pour le français, par d'autres chercheuses féministes.

Enfin, cette discussion linguistique de même que les réflexions de Messing, Dumont, Baudoux et Coderre témoignent de l'importance que les féministes accordent aujourd'hui à l'explicitation et à l'évaluation de leurs stratégies. Il ne s'agit certes pas de préoccupations nouvelles ; nous avons toujours discuté stratégie entre nous ; ce qui est nouveau, me semble-t-il, c'est que, dorénavant, nous hésitons moins à le faire ouvertement, publiquement. Signe de maturité du mouvement ou simple lucidité dans un monde à dominance médiatique, ou les deux à la fois ? Peu importe, il y a là une dynamique propice aux solidarités et les textes de ce numéro constituent autant de contributions en ce sens.

Huguette Dagenais
Département d'anthropologie
Université Laval

RÉFÉRENCES

CLICHE, Marie-Aimée

- 1989 « Droits égaux ou influence accrue ? Nature et rôle de la femme d'après les féministes chrétiennes et les antiféministes au Québec 1896-1930 », *Recherches féministes*, 2, 2 : 101-119.

DAGENAIS, Huguette

- 1988 « Pour les femmes, un autre développement », *Recherches féministes*, 1, 2 : 1-17.

- 1989a « La recherche féministe des années 1980 : des voix/voies multiples et convergentes », *Recherches féministes*, 2, 2 : 1-13.

- 1989b *Au-delà du principe, la réalité. Problèmes spécifiques rencontrés par les femmes dans l'exercice de la liberté universitaire*. Communication présentée au Colloque sur la liberté universitaire de la FAPUQ, Université de Sherbrooke, 8 décembre.

DWYER, Daisy et Judith Bruce (éd.)

- 1988 *A Home Divided : Women and Household in the Third World*. Stanford, Stanford University Press.

MALLETTE, Louise et Marie Chalouh (sous la direction de)

- 1990 *Polytechnique, 6 décembre*. Montréal, Remue-ménage.